

Entreprises si mal aimées

Si les entreprises ont une image si dégradée auprès de la majorité des Français, celle qui a voté François Hollande, c'est aussi de leur faute. Si le pouvoir de gauche croit de son devoir de s'en prendre particulièrement aux grands patrons des grands groupes, c'est aussi de leur faute. Si la France a depuis des siècles une culture anti-business, c'est à cause de l'histoire, de ses racines rurales, du catholicisme et *tutti quanti*, mais c'est aussi de la faute dudit business.

Certes, les socialistes français restent sous la coupe idéologique de l'extrême gauche. Ils sont les seuls au monde dans leur camp à n'avoir toujours pas fait leur virage social-démocrate et ils n'arrivent pas à se détacher d'une vision prédatrice de l'entrepreneur, refuge facile pour une pensée cossarde. Être pro-business, c'est être « l'ami des patrons » ; la pire insulte en France ! Voir la haine qu'ont les socialistes français de Tony Blair.

En outre, et nous voilà au cœur du problème du gouvernement, la crise a fait revenir l'idéologie de la gauche dans le combat de classe. L'ultralibéralisme qui débouche sur le crash de Lehman Brothers, quelle justification ! « *On vous l'avait bien dit ! Le capitalisme nouveau est super-égalitaire, les riches prennent tout, ils nous conduisent dans le mur, haro sur les riches !* » Et Jean-Luc Mélenchon, le grand moralisateur, de conclure, comme il l'a dit expressément : « *Cognons ! cognons ! cognons !* » Le PS est arrivé au pouvoir en croyant justifié de « cogner » à la façon Solférrino : « *Taxons ! taxons ! taxons !* »

Mais si cette archaïque analyse a pris tant de valeur, c'est que le nouveau capitalisme a livré des armes à ses ennemis. La source de tout vient de la prise de contrôle par les marchés financiers des actions des entreprises cotées. Le « stakeholder value » (les partenaires) a laissé place au « shareholder value » (l'actionnaire). Blanche Segrestin et Armand Hatchuel résumait justement : « *L'entreprise se voit réduite à une organisation destinée à faire du profit* » (1). Tant que qu'on n'aura pas inventé un nouveau droit de l'actionnaire, le mal sera toujours logé au cœur du système. Les deux auteurs proposent une « *entreprise à progrès collectif* », beaucoup d'autres réflexions naissent sur ces sujets (2), mais il faut reconnaître qu'elles sont encore balbutiantes.

En attendant, il faut vivre avec les marchés. Dans ce cadre, il n'est pas impossible d'améliorer beaucoup de choses en France. Car, si la plupart des PDG du CAC40 dénoncent la dic-



LA CHRONIQUE
D'ÉRIC LE BOUCHER

Le nouveau capitalisme a livré des armes à ses ennemis.

tature du rendement et du court-termisme, ils ont, comme les bons élèves qu'ils sont, souvent fait du zèle. Les grandes entreprises françaises sont de grandes réussites de modernisation : elles démontrent aux hommes politiques frieux que le changement est possible en France. Mais elles ont beaucoup de défauts. D'abord de s'être détachées de leur pays d'origine au point de constater aujourd'hui, effarées, le divorce entre elles et la majorité de l'opinion. La conquête de la Chine et du Brésil les a empêchées de se préoccuper de la dégradation de leur pays : les voilà de retour, tant mieux.

Autre défaut qui commence à peine à être corrigé : un comportement de prédateur avec les sous-traitants : leur directeur des achats (le poste clef) semble payé pour les saccager. Autre critique, ici sans correction encore : les DRH se préoccupent des « hauts potentiels » avec autant de soin qu'ils délaissent les autres. L'encadrement supérieur et moyen, celui qui applique concrètement le fer de la dictature, est en désarroi. Ajoutez, bien sûr, des salaires « extravagants » pour les PDG, comme disait Nicolas Sarkozy, et vous avez le cocktail du ressentiment.

La fameuse responsabilité sociale des entreprises (RSE) est-elle la solution ? Pour Segrestin et Hatchuel, cette « éthique volontaire » des dirigeants n'est qu'un pis-aller. Nicole Notat démontre le contraire dans son livre (3). Il y a urgence, écrit-elle. L'époque veut de la transparence et les entreprises ne peuvent plus échapper à la pression de rendre des comptes quant aux effets et méfaits de leur comportement sur le reste de leur écosystème. Vigeo, l'agence de notation « extra-financière » qu'elle a créée, juge froidement les efforts de RSE pour que celle-ci dépasse la communication et engendre un capitalisme français véritablement plus impliqué, plus contributeur au bien collectif. Il ne s'agit pas, insiste-t-elle, d'un propos généreux, mais d'une véritable transformation, tangible, dont l'objet est de réconcilier les 65 millions de Français avec l'entreprise.

(1) « *Refonder l'entreprise* », La République des Idées, Le Seuil.

(2) « *Refonder le capitalisme, repenser l'entreprise* », Institut de l'entreprise, juin 2011.

(3) « *Ce que je pense. L'entreprise responsable, une urgence* », Editions Dialogues

Eric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux-Les Echos »